

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activité de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Prouvy, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAISON MENISSEZ SA

Z.I. de Gréveaux les Guides
59750 Douzies Feignies

Références : 2024-V1-363
Code AIOT : 0007001955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement MAISON MENISSEZ SA implanté Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISON MENISSEZ SA
- Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007001955
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 modifié

notamment les rubriques principales suivantes soumises à autorisation :

- fabrication de pains, baguettes précuites sous vide pour une capacité de produits entrants de 268,75 t/j (rubrique n°2220),
- emploi d'ammoniac (rubrique 1136 devenue 4735).

Le site est autorisé pour 15 lignes de production de fabrication industrielle :

- 6 lignes de pain précuit sous vide,
- 8 lignes de pain précuit surgelé,
- 1 ligne de pain ciabatta.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Analyse du compte rendu d'inspectionPériodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
3	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
5	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
6	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
7	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité à la réglementation des équipements sous pression conduisant à proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant. Des observations ont été formulées en vue de résorber des écarts ponctuels n'affectant pas la sécurité immédiate de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Par transmission du 20 juin 2024, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression. Cette liste comporte notamment les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le type d'équipement (récipient, tuyauterie, générateur de vapeur) ;- le fabricant ;- le numéro de série ;- l'année de fabrication ;- la pression maximale admissible (PS)- le volume du récipient ;- le fluide ;- le groupe de fluide ;- le statut (en service, chômage ...) ;- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ;- la date de mise en service ;- la date de dernière requalification périodique ;- la périodicité de requalification périodique ;- l'échéance de requalification périodique ;- la date de la dernière inspection périodique ;- la périodicité d'inspection périodique ;- l'échéance d'inspection périodique ; Observation : la colonne fluide comporte la mention "gaz divers" pour certains équipements : cette mention doit être précisée et remplacée par le fluide noté sur la plaque constructeur de l'équipement. Lors de la visite terrain, il n'a pas été constaté d'équipement manquant dans la liste des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Les compte-rendus d'inspection périodique des équipements suivants ont été consultés :

- chaudière P4 de marque Viessmann, fabriquée en 2018, de numéro de série F4933A et de pression de service de 10 bar : l'inspection périodique a été réalisée le 24 mai 2023 par l'organisme habilité Bureau Veritas. L'équipement a été présenté partiellement revêtu, selon le plan de contrôle du 12 octobre 2021 disponible dans le dossier d'exploitation. L'équipement n'a pas fait l'objet de contrôle complémentaire. Le rapport conclut à une inspection périodique satisfaisante.
- bouteille basse pression de la salle des machines 1, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 1998, de numéro de série 13964 et de pression de service 11 bar : l'inspection périodique a été réalisée le 18 juin 2021 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu, conformément au plan d'inspection SDM BBP Rév 0 du 15 juin 2021. Le plan d'inspection présent dans le dossier d'exploitation est en date du 11 juin 2021, approuvé le 03 janvier 2022.
- bouteille basse pression de la salle des machines 2, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 2001, de numéro de série 16141 et de pression de service 10,8 bar : l'inspection périodique a été réalisée le 27 mai 2024 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu, conformément au plan d'inspection SDM2-67-LCB, présent dans le dossier d'exploitation et approuvé le 7 juin 2021.
- bouteille moyenne pression de la salle des machines 2, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 2001, de numéro de série 16142 et de pression de service 10,8 bar : l'inspection périodique a été réalisée le 27 mai 2024 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu, conformément au plan d'inspection SDM2-68-LCB,

- présent dans le dossier d'exploitation et approuvé le 7 juin 2021.
- réservoir d'air de marque X. PAUCHARD, fabriqué en 2021, de numéro de série 1148703 et de pression de service 11 bar : l'inspection périodique a été réalisée le 18 mai 2022 par une personne compétente issue de la société SOCOTEC. L'équipement a fait l'objet des contrôles prévus pour l'inspection périodique par le suivi sans plan d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Au jour de l'inspection, il n'est pas mis en évidence de non respect de la fréquence minimale d'inspection périodique sur la base de la liste des équipements sous pression et des attestations d'inspection et de requalification périodiques.

Toutefois, concernant le filtre QD550+F fabriqué par Atlas Copco en 2021, de numéro de série APF 257078 2101001478, de pression de service 19 bar et de volume 10L, il est indiqué une échéance d'inspection périodique au 1er avril 2025. Or pour cet équipement, l'échéance de la première inspection périodique est de 3 ans et non 4 ans, soit le 1er avril 2024. Toutefois, au vu des caractéristiques de l'équipement (produit PS.V (190 bar.L) < 200 bar.L), le récipient n'est pas visé par la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression.

Observation : l'exploitant pourra utilement retirer les éléments dates d'échéance d'inspection

périodique (et de requalification périodique) des équipements non-soumis à la réglementation associée au suivi en service des équipements sous pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <p>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</p> <p>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les compte-rendus de requalification périodique des équipements suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> bouteille basse pression de la salle des machines 1, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 1998, de numéro de série 13964 et de pression de service 11 bar : la requalification périodique a été réalisée le 1er juin 2023 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu et n'a pas fait l'objet d'une épreuve hydraulique, conformément au plan d'inspection SDM BBP Rév 0 du 15 juin 2021. Le plan d'inspection présent dans le dossier d'exploitation est en date du 11 juin 2021, approuvé le 03 janvier 2022.

- bouteille basse pression de la salle des machines 2, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 2001, de numéro de série 16141 et de pression de service 10,8 bar : la requalification périodique a été réalisée le 1er juin 2023 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu et n'a pas fait l'objet d'une épreuve hydraulique, conformément au plan d'inspection SDM2-67-LCB, présent dans le dossier d'exploitation et approuvé le 7 juin 2021.
- bouteille moyenne pression de la salle des machines 2, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 2001, de numéro de série 16142 et de pression de service 10,8 bar : la requalification périodique a été réalisée le 1er juin 2023 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a été présenté revêtu et n'a pas fait l'objet d'une épreuve hydraulique, conformément au plan d'inspection SDM2-68-LCB, présent dans le dossier d'exploitation et approuvé le 7 juin 2021.
- réservoir d'air de marque X. PAUCHARD, fabriqué en 1998, de numéro de série V9532 et de pression de service 10 bar : la requalification périodique a été réalisée le 27 juin 2017 par l'organisme habilité APAVE. L'équipement a fait l'objet des contrôles prévus pour la requalification périodique par le suivi sans plan d'inspection (notamment l'épreuve hydraulique), sans contrôle complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

<p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, il n'est pas mis en évidence de non respect de la fréquence minimale de requalification périodique sur la base de la liste des équipements sous pression et des attestations d'inspection et de requalification périodiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements vus lors de la visite d'inspection sous pression portent une plaque d'identification. Il a été observé en particuliers les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaudière P4 et P5 : lors de la visite d'inspection, les équipements étaient en fonctionnement. La plaque n'était pas visible, l'exploitant indiquant que celle-ci était placée sous calorifuge. Il n'a pas pu être constaté la présence de la plaque d'identification. • bouteille basse pression de la salle des machines 1, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 1998, de numéro de série 13964 et de pression de service 11 bar : la plaque d'identification a pu être consultée : elle comporte les marques de fabrication ainsi que le marquage "Tête de cheval" accompagné de la date du 01/06/2023. • bouteille moyenne pression de la salle des machines 1, de marque Intergasa fabriquée en 2019, de numéro de série OF643-7649 et de pression de service 16 bar : la plaque d'identification est visible, placée devant les calorifuges. La plaque ne porte pas d'autres marques que les marques de fabrication; • réservoir d'air de marque X. PAUCHARD, fabriqué en 1998, de numéro de série V9532 et de pression de service 10 bar : les marques d'identification correspondent aux informations disponibles dans la documentation. La marque "Tête de cheval" accompagnée de la date de dernière épreuve hydraulique (27/07/2017) figure bien sur la plaque d'identité.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection terrain, il a été constaté les désordres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • bouteille basse pression de la salle des machines 1, de marque Les Chaudronneries Beaujolaises, fabriquée en 1998, de numéro de série 13964 et de pression de service 11 bar : le niveau à glace n'était pas visible, car en partie pris en glace. Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les accessoires des équipements soient fonctionnels et utilisables à tout moment, en particulier que ceux-ci ne soient pas pris en glace ; • réservoir d'air de marque X. PAUCHARD, fabriqué en 1998, de numéro de série V9532 et de pression de service 10 bar : le manomètre équipant l'équipement indique 25 bar (le maximum du manomètre) alors que la pression à l'intérieur n'est pas celle-ci. Il est demandé à l'exploitant de remplacer la manomètre dans les meilleurs délais. <p>Observation : Il est demandé à l'exploitant de veiller aux potentielles prises en glace d'accessoires (vannes, niveaux à glace, manomètres ...) dans les salles des machines. En effet, si ces prises en glace peuvent ne pas avoir de conséquence sur le pilotage par automate de l'installation, les renseignements apportés par ces accessoires et la manipulation des vannes sont primordiaux dans la gestion de situations accidentelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Compte tenu de la disposition des équipements, il n'a pas été possible de consulter les plaques d'identification des soupapes présentes sur les équipements. Ont été contrôlés la présence effective et le nombre des accessoires de sécurité. Ce contrôle a été réalisé sur les équipements

suivants :

- chaudière P4 de marque Viessmann, fabriquée en 2018, de numéro de série F4933A et de pression de service de 10 bar : il a été constaté la présence d'une soupape, dont l'évent est orienté vers l'extérieur via la toiture de la chaufferie ;
- réservoir d'air de marque X. PAUCHARD, fabriqué en 2021, de numéro de série 1148703 et de pression de service 11 bar : la présence de la soupape a été constatée. L'évent n'est pas canalisé et libère la surpression dans le bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite